

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 JANVIER 1912.

Projet de loi concernant les cautionnements des comptables de l'État.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La loi du 15 mai 1846, organique de la comptabilité de l'État, énonce dans son article 9 que « le Trésor public a privilège, conformément à la loi du » 15 septembre 1807, sur les biens de tout comptable, caissier, dépositaire » ou préposé quelconque chargé d'un maniement de deniers publics ».

Indépendamment de cette garantie générale, l'article 8 exige une sûreté spéciale dans les termes que voici : « Aucun titulaire d'un emploi de comp- » table de deniers publics ne peut être installé dans l'exercice de ses fonc- » tions, qu'après avoir justifié de sa prestation de serment et du *versement* » *de son cautionnement* dans les formes et devant les autorités à déterminer » par les lois et règlements ».

Le législateur de 1846, on le voit, envisageait principalement, sinon exclusivement, le cautionnement en numéraire. Aussi une loi de l'année suivante, instituant la Caisse des dépôts et consignations, stipule-t-elle que celle-ci reçoit, entre autres, « les cautionnements des comptables et d'autres agents des diverses administrations publiques soumis à cette obligation », (Loi du 15 novembre 1847, art. 7.) Un arrêté royal du 10 mars 1866 admet cependant la garantie en fonds publics nationaux à inscrire au grand-livre de la Dette publique avec affectation spéciale, et aussi, pour les cautionnements de plus de 10,000 francs, une hypothèque consentie par un tiers pour ce qui excède cette somme; mais ces deux modes de garantie ne furent jamais mis en vigueur.

Versés chez les agents du caissier de l'État, les cautionnements des comptables sont inscrits au grand-livre des cautionnements; ils sont remboursés après la libération desdits comptables, dont il est justifié au moyen d'un quitus spécial délivré par la Cour des Comptes après la cessation de leurs fonctions et l'apurement de leurs gestions. (Art. 189, 192 et 195 de l'arrêté royal du 10 décembre 1868 portant règlement général sur la comptabilité de l'État.)

L'arrêté royal du 10 mars 1866 charge les ministres d'arrêter les bases et les chiffres des cautionnements, chacun en ce qui concerne les agents ressortissant à son département. En exécution de cette disposition, intervinrent au Département des Finances — lequel est cité particulièrement ici parce que la question y possède une importance qu'elle n'a pas ailleurs — deux arrêtés ministériels, aux dates des 30 juillet 1867 et 28 juillet 1900, se résumant en ce qui suit : d'une part, les cautionnements des agents du trésor et des receveurs à traitement fixe de l'administration des contributions directes, douanes et accises, sont gradués suivant la classe dans laquelle sont rangés chaque agence ou chaque bureau de recette. (L'échelle est de 2,500 à 12,000 fr. pour les agences du trésor, et de 1,500 à 20,000 francs pour les recettes classées); d'autre part, les cautionnements des receveurs rétribués par des remises proportionnelles sont réglés sur la moyenne des recettes des trois dernières années, à raison d'un tantième de 2 à 6 p. c., et sont sujets à révision tous les cinq ans; aucun cautionnement proportionnel ne peut dépasser 30,000 francs.

D'après le barème de 1867, une recette annuelle moyenne de 50,000 francs comporte déjà un cautionnement de 3,000 francs; et le maximum de 50,000 francs est exigible dès que la recette moyenne atteint 1,080,000 fr.

Un grand nombre de comptables de l'administration des finances sont donc assujettis à un fort cautionnement; fréquents même sont les cas où le cautionnement atteint 20,000, 25,000, 30,000 francs. Celui des comptables des autres départements est, au contraire, très modique.

L'intérêt alloué est actuellement de 3 p. c. (Loi du 15 février 1893, art. 12).

Cette obligation professionnelle constitue le plus souvent une charge onéreuse; celle-ci devient fort lourde si l'intéressé doit recourir à un bailleur de fonds.

S'inspirant de ce qui s'est fait dans d'autres pays, un groupe de comptables ressortissant au Département des Finances a, dans ces dernières années, mis en avant l'idée de fonder une association qui aurait pour fonction d'assumer envers le trésor public la garantie de la gestion de ses membres, sous la forme d'une caution solidaire.

Cette association devrait posséder la personnification civile; elle serait agréée par arrêté royal, sur la proposition du Ministre des Finances, qui approuverait ses statuts et fixerait les termes des engagements à prendre par elle envers le trésor; elle constituerait un gage dont le Ministre déterminerait la nature et le montant.

Ce projet a réuni de nombreux adhérents.

L'institution du cautionnement collectif, mutuel, a fait ses preuves en France, aux Pays-Bas, en Suisse. Il a pour résultat de permettre aux comptables publics d'éviter des obligations onéreuses, tout en procurant à l'État les sûretés nécessaires; il rend inutile le versement d'une quantité de fonds de garantie hors de toute proportion, au total, avec les débets à recouvrer.

Tel est, Messieurs, l'objectif du projet de loi que, d'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations.

Il s'applique, par la généralité des termes de l'article 1^{er}, à tous les

agents de l'État, assujettis au cautionnement, qui seront affiliés à une association réunissant les conditions voulues et assumant les obligations nécessaires.

Il est entendu que l'intervention de cet organisme comme caution laissera entière l'obligation personnelle du comptable munie du privilège établi par la loi de 1807.

Il va de soi aussi que la nouvelle institution sera purement facultative pour les intéressés; ceux qui ne seront pas affiliés à une association de cautionnement mutuel resteront sous l'empire des règlements prémentionnés. Il en est probablement qui, étant propriétaires de leur cautionnement, désireront, pour des motifs tenant à leur situation particulière, le conserver comme un placement sûr.

La forme coopérative est celle qui convient le mieux à ces associations; la disposition de l'article 2, qui les autorise à prendre cette forme sans perdre leur caractère civil, est empruntée à l'article 11 de la loi du 9 août 1889 concernant les sociétés fondées pour la construction, l'achat, la vente ou la location d'habitations ouvrières.

L'article 3 du projet réserve au Gouvernement le soin de fixer la date de la mise en vigueur de la loi et de régler les mesures d'exécution. Il s'agira d'abord, pour l'association déjà convenue entre comptables du Département des Finances, d'arrêter définitivement ses statuts après agrégation de son projet; ensuite, de réaliser la convention de garantie personnelle de chaque affilié; en troisième lieu, de régler les remboursements à effectuer.

Le Ministre des Finances,

M. LEVIE.



PROJET DE LOI
concernant les cautionnements des
comptables de l'État.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de notre Mi-
nistre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances pré-
sentera en Notre nom aux Chambres
législatives le projet de loi dont la
teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les préposés de l'État assujettis à
l'obligation du cautionnement par
l'article 8 de la loi du 15 mai 1846
sont admis à remplacer le versement
du montant en numéraire par la cau-
tion solidaire d'une association for-
mée entre eux à cette fin sous la
forme prévue par l'article 2 de la pré-
sente loi et agréée par arrêté royal.

ART. 2.

Les associations formées en vue
de l'objet prévu par l'article 1^{er}
pourront revêtir la forme coopéra-
tive, sans perdre leur caractère ci-
vil, en se conformant aux disposi-
tions des sections VI et VIII de la

ONTWERP VAN WET
betreffende de borgtochten
der rekenplichtigen van den Staat.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil !*

Op de voordracht van Onzen Mi-
nister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister zal, in Onzen naam,
aan de Wetgevende Kamers ter
overweging aanbieden het wetsont-
werp waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

De Staatsbedienden die, bij arti-
kel 8 der wet van 15 Mei 1846, aan
de verplichting tot borgstelling zijn
onderworpen, worden toegelaten de
storting van het bedrag in geld te
vervangen door den hoofdelijken
borg eener vereeniging daartoe door
hen onderling tot stand gebracht in
den vorm voorzien bij artikel 2 de-
zer wet, en goedgekeurd bij Konink-
lijk besluit.

ART. 2.

De vereenigingen gesticht in
verband met het onderwerp voor-
zien bij artikel één mogen, zonder
dat zij hun burgerlijk karakter ver-
liezen, den samenwerkenden vorm
aannemen, mits inachtneming der

loi du 18 mai 1875 modifiée par celle du 22 mai 1886.

ART. 3.

Un arrêté royal réglera les mesures d'exécution de la présente loi et fixera la date de sa mise en vigueur.

Donné à Bruxelles, le 18 janvier 1912.

bepalingen van de afdeelingen VI en VIII der wet van 18 Mei 1873 gewijzigd bij die van 22 Mei 1886

ART. 3

Een Koninklijk besluit regelt de voorzieningen tot uitvoering dezer wet en bepaalt den dag harer inwerkingtreding.

Gegeven te Brussel, den 18 Januari 1912.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Minister van Financiën,

M. LEVIE.

6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 JANUARI 1911.

Wetsontwerp betreffende de borgtochten der rekenplichtigen van den Staat.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

In haar artikel 9 drukt de wet van 15 Mei 1846, tot inrichting der staats-comptabiliteit, zich uit in dier voege : « 's Lands Schatkist heeft, overeen- » komstig de wet van 16 September 1807, voorrecht op de goederen van » allen rekenplichtige, kassier, bewaarnemer of hoegenaamden aangestelde » met eenig bestier over penningen van 't Land belast. »

Benevens dezen algemeenen waarborg, eischt artikel 8 eene bijzondere zekerheid in de volgende bewoordingen : « Geen titelvoerder van eene » bediening met rekenplichtichheid over penningen van 't Land, mag in de » uitoefening van zijn ambt gesteld worden, dan na te hebben doen blijken » van zijne eedafleggingen van de *storting* van zijnen borgtocht, in de vormen » en voor de overheden door de wetten en verordeningen te bepalen. »

Zooals men bemerkt, had de wetgever van 1846 hoofdzakelijk, zooniet uitsluitend, den borgtocht in geld op het oog. Ook wordt door eene wet van het volgende jaar, waarbij de deposito- en consignatiekas wordt ingesteld, bepaald, dat deze onder meer ontvangt : « De borgtochten van de reken- » plichtigen en van andere agenten der verschillende openbare besturen, » welke aan deze verplichting onderworpen zijn. » (Wet van 15 November 1847, art. 7). Een Koninklijk besluit van 10 Maart 1866 laat nochtans toe zekerheid te stellen in nationale openbare fondsen, ten Grootboeke der Openbare Schuld met een bijzonder verband in te schrijven, en insgelijks, voor de borgtochten bedragende meer dan 10,000 frank, eene hypotheek toegestaan door eenen derde voor hetgeen deze som overtreft ; doch deze beide wijzen van borgstelling werden nooit van toepassing gemaakt.

Bij de agenten van den Staatskassier gestort, worden de borgtochten der rekenplichtigen in het grootboek der borgtochten ingeschreven ; zij worden terugbetaald nadat laatstgemelden vrijstelling hebben bekomen, hetgeen verantwoord wordt bij middel van een bijzonder quitus uitgegeven door het

rekenhof nadat zij uit hun ambt zijn getreden en na aanzuivering van hun rekenplichtig beheer. (Art. 189, 192 en 193 van het Koninklijk besluit van 10 December 1868 houdende algemeene regeling der Staatcomptabiliteit.)

Het Koninklijk besluit van 10 Maart 1866 belast de Ministers met het bepalen van de grondslagen en cijfers der borgtochten, ieder ten aanzien der agenten welke onder zijn Departement behooren. In uitvoering dezer bepaling werden bij het Departement van Financiën — hetwelk hier met name genoemd wordt, omdat het vraagstuk er eene beteekenis heeft, welke het elders mist — twee ministerieele besluiten gewezen, gedagteekend van 30 Juli 1867 en 28 Juli 1900, welke als volgt kunnen samengevat worden : eenerzijds, worden de borgtochten van de agenten der Schatkist en van de ontvangers met vaste jaarwedde van het bestuur der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, trapsgewijze bepaald volgens de klasse waarin elk agentschap of elk ontvangkantoor is ingedeeld (De schaal gaat van 2,500 tot 12,000 frank voor de agentschappen der Schatkist, en van 1,500 tot 20,000 frank voor de ingedeelde kantoren); anderzijds, worden de borgtochten van de ontvangers, die eene percentsgewijze bezoldiging genieten, geregeld naar de middelsom der ontvangsten over de drie laatste jaren, op voet van 2 tot 6 t. h., en zijn zij om de vijf jaar aan herziening onderworpen; geen evenredige borgtocht mag 30,000 frank te boven gaan.

Volgens de rekentabel van 1867 bedraagt de borgtocht, voor eene gemiddelde jaarlijksche ontvangst van 50,000 frank, reeds eene som van 3,000 frank, en wordt het maximum van 30,000 frank gevorderd zoodra de gemiddelde ontvangst 1,080,000 frank bereikt.

Een aanzienlijk getal rekenplichtigen van het bestuur van financiën zijn dus tot hooge borgstelling verplicht; talrijk zijn zelfs de gevallen waarin de borgtocht 20,000, 25,000, 30,000 frank beloopt. De borgtochten van de rekenplichtigen der andere Departementen zijn daarentegen zeer gering.

De interest, die thans toegekend wordt, is gesteld op 3 t. h. (Wet van 15 Februari 1895, art. 12.)

Deze beroepmatige verplichting is in de meeste gevallen een drukkende last; deze wordt bezwarend en de belanghebbende moet tot eenen geldschietster zijne toevlucht nemen.

Te rade gaande met hetgeen in andere landen gedaan werd, heeft een groep rekenplichtigen, ressorteerende onder het Departement van Financiën, in deze laatste jaren het denkbeeld in uitzicht gesteld eene vereeniging te stichten, welke tot werkkring zou hebben de verwaarborging van het beheer harer leden, onder den vorm van eenen hoofdelijken borg, op zich te nemen.

Deze vereeniging zou rechtspersoonlijkheid moeten hebben; zij zou de bewilliging behoeven van den Minister van Financiën, die hare standregels zou goedkeuren en de termijnen bepalen der verbintenissen tegenover de Schatkist aan te gaan; zij zou een onderpand uitmaken, waarvan de Minister den aard en het bedrag zou bepalen.

Dit ontwerp vereenigde talrijke toetreders.

De inrichting van den collectieven, onderlingen, borgtocht heeft in Fran-

rijk, in Nederland, in Zwitserland, uitnemend hare proeven doorstaan. Zij doet den borgtochtplichtigen ambtenaren het middel aan de hand om bezwarende verbintenissen te vermijden, en tevens verschaft zij den Staat de noodige zekerheid; zij maakt overbodig het storten van eene hoeveelheid waarborgfondsen, die, in haar geheel, buiten verhouding is tot de in te vorderen kastekorten.

Ziedaar, Mijne Heeren, de bedoeling van het wetsontwerp, hetwelk ik, ingevolge 's Konings bevelen, de eer heb aan Uwe beslissing te onderwerpen.

Door den algemeenen zin der bewoordingen van artikel 1 past het zich toe op alle borgtochtplichtige Staatsagenten, die zullen aangesloten zijn bij eene vereeniging welke aan de gestelde eischen beantwoordt en de noodige verplichtingen op zich neemt.

Het spreekt van zelf, dat het optreden als borg van gemelde inrichting, de persoonlijke verbintenis van den rekenplichtige, voorzien van het voorrecht gevestigd bij de wet van 1807, onverzwakt laat.

Het ligt ook voor de hand, dat de nieuwe inrichting voor de belanghebbers geheel en gansch onverplicht zal wezen; dezulken die bij eene vereeniging van onderlinge verwaarborging niet aangesloten zijn, blijven onder het beheer van hoogervermelde regelingen. Waarschijnlijk zijn er, die, hunnen borgtocht in eigendom bezittende, op grond van hunnen bijzonderen toestand zullen verlangen hem als eene veilige geldsbelegging te behouden.

De samenwerkende vorm is die welke zich aan dergelijke vereenigingen het best aanpast; de bepaling van artikel 2 waarbij haar wordt toegelaten dezen vorm aan te nemen zonder haar burgerlijk karakter te verliezen, is ontleend aan artikel 11 der wet van 9 Augustus 1889 betreffende de maatschappijen gesticht voor den aanbouw, den aankoop, den verkoop of de verhuring van werkmanswoningen.

Artikel 3 verleent aan de Regeering de bevoegdheid den datum van de inwerkingtreding der wet te bepalen en de voorzieningen tot uitvoering te treffen. Vooreerst zal het op den weg liggen van de vereeniging, welke reeds onder rekenplichtigen van het bestuur van financiën werd overeengekomen, om, na deugdelijk bevinding van haar ontwerp, hare standregels voorgoed te bepalen; vervolgens, om de overeenkomst van persoonlijken waarborg van ieder der aangesloten leden tot stand te brengen; wijders, om de terugbetalingen te regelen welke te doen vallen.

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.



PROJET DE LOI

concernant les cautionnements des
comptables de l'État.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de notre Mi-
nistre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances pré-
sentera en Notre nom aux Chambres
législatives le projet de loi dont la
teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les préposés de l'État assujettis à
l'obligation du cautionnement par
l'article 8 de la loi du 15 mai 1846
sont admis à remplacer le versement
du montant en numéraire par la cau-
tion solidaire d'une association for-
mée entre eux à cette fin sous la
forme prévue par l'article 2 de la pré-
sente loi et agréée par arrêté royal.

ART. 2.

Les associations formées en vue
de l'objet prévu par l'article 1^{er}
pourront revêtir la forme coopéra-
tive, sans perdre leur caractère ci-
vil, en se conformant aux disposi-
tions des sections VI et VIII de la

ONTWERP VAN WET

betreffende de borgtechten
der rekenplichtigen van den Staat.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil !*

Op de voordracht van Onzen Mi-
nister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister zal, in Onzen naam,
aan de Wetgevende Kamers ter
overweging aanbieden het wetsont-
werp waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

De Staatsbedienden die, bij arti-
kel 8 der wet van 15 Mei 1846, aan
de verplichting tot borgstelling zijn
onderworpen, worden toegelaten de
storting van het bedrag in geld te
vervangen door den hoofdelijken
borg eenervereeniging daartoe door
hen onderling tot stand gebracht in
den vorm voorzien bij artikel 2 de-
zer wet, en goedgekeurd bij Konink-
lijk besluit.

ART. 2.

De vereenigingen gesticht in
verband met het onderwerp voor-
zien bij artikel één mogen, zonder
dat zij hun burgerlijk karakter ver-
liezen, den samenwerkenden vorm
aannemen, mits inachtneming der

loi du 18 mai 1873 modifiée par celle du 22 mai 1886.

ART. 3.

Un arrêté royal réglera les mesures d'exécution de la présente loi et fixera la date de sa mise en vigueur.

Donné à Bruxelles, le 18 janvier 1912.

bepalingen van de afdelingen VI en VIII der wet van 18 Mei 1873 gewijzigd bij die van 22 Mei 1886.

ART. 3.

Een Koninklijk besluit regelt de voorzieningen tot uitvoering dezer wet en bepaalt den dag harer inwerkingtreding.

Gegeven te Brussel, den 18 Januari 1912.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Minister van Financiën,

M. LEVIE.
